

Les défis de l'herbe et du conseil « Prairies » vus par les éleveurs et leurs conseillers

FRAPPAT B. (1), KERIVEL A. (2), LUSSON J.M. (3), MOREAU J.C. (4)

(1) Institut de l'Élevage 149 rue de Bercy -75 595 Paris cedex 12

(2) CIVAM AD 53, 14, rue Jean-Baptiste Lafosse, 53 000 Laval

(3) Réseau Agriculture Durable, CS 37725, 17 rue du bas Village, 35577 Cesson-Sévigné Cedex

(4) Institut de l'Élevage, BP 42118, 31321 Castanet Tolosan cedex

RESUME - Le rôle clé de la prairie pour un élevage durable est aujourd'hui largement reconnu. Pourtant, les surfaces en prairies continuent de régresser et peu de nouveaux éleveurs font le choix d'un système fourrager basé sur l'herbe et le pâturage. Cette communication, construite à partir de nombreux entretiens collectifs et individuels d'éleveurs et de techniciens poursuit un double objectif : faire le point sur la perception de la prairie, les freins, les motivations et les attentes des éleveurs, notamment en matière d'accompagnement technique, et décrire la situation actuelle du conseil Prairies en termes d'outils proposés, de conditions d'exercice du métier et de ressenti de la part des conseillers. Nos résultats montrent de nombreux freins à tous niveaux et militent pour un renouvellement des messages et une meilleure organisation des moyens pour donner à l'herbe la place qu'elle mérite. Quelques pistes pour un accompagnement plus efficace des éleveurs sont également développées notamment au travers des travaux en cours conduits dans les projets CASDAR PRAICOS et PRAIFACE.

The challenge of grasslands and counseling as reflected by farmers and their advisors

FRAPPAT B. (1), KERIVEL A. (2), LUSSON J.M. (3), MOREAU J.C. (4)

(1) Institut de l'Élevage 149 rue de Bercy

SUMMARY – Grasslands play a key role in sustainable agriculture. Yet, they constantly decrease and there are very few farmers who have chosen to develop grazing. This paper, which is based on many individual and collective talks with farmers and advisors, has two main objectives : first, we want to describe the farmer's attitude and needs connected to grassland ; second, we propose to explore how advisory organizations answer farmers' demands (what tools are used ? How do advisors feel ? What are the main strengths and weaknesses of the French advisory system ?...). The results show that still many limits have to be addressed. New messages and better organization are needed to give grasslands a better chance. Some proposals are made based on two on-going research projects called CASDAR PRAICOS and CASDAR PRAIFACE.

INTRODUCTION

L'importance des systèmes d'élevage axés sur le pâturage pour promouvoir un élevage respectueux de l'environnement, économiquement viable et socialement acceptable est aujourd'hui largement établie par la recherche. (Peyraud et al, 2010). Pourtant, les surfaces en prairies régressent de façon continue et peu de nouveaux éleveurs font le choix d'un système fourrager largement basé sur l'herbe pâturée. Où se situent les principaux blocages ? Comment peut-on envisager de les lever ? Nous proposons quelques pistes à partir de travaux d'enquêtes conduits en 2010 et 2011 auprès des éleveurs et auprès de leurs conseillers. Après avoir décrit le matériau sur lequel s'appuie notre réflexion, nous examinerons les principaux freins et motivations rencontrés chez les éleveurs et les difficultés et les atouts dont disposent les acteurs du développement agricole pour accompagner les éleveurs vers des systèmes plus pâturants. Nous discuterons pour finir des pistes d'amélioration possibles.

1. MATERIEL ET METHODES

Les données sur lesquelles s'appuie cet article ont été principalement recueillies lors de travaux d'enquêtes conduits dans le cadre de trois dispositifs de recherche & développement complémentaires (tableau 1) :

- le Réseau Mixte Technologique Prairies, dispositif d'études et d'échanges associant des acteurs de la recherche et du développement travaillant sur les prairies,
- le projet CASDAR PRAICOS piloté par l'Institut de l'Élevage, issu des réflexions du RMT prairies, qui vise à renouveler les outils du conseil Prairies et la formation des conseillers sur ce même thème,
- le projet de recherche CASDAR PRAIFACE porté par le Réseau Agriculture Durable qui vise à faciliter et sécuriser les

évolutions des exploitations d'élevage (du Grand Ouest) vers des systèmes herbagers économes et favorables à la préservation de l'environnement.

L'ensemble des investigations conduites auprès des éleveurs, a fait appel aux techniques d'entretiens semi-directifs (Blanchet et Gotman 1992) qui offrent aux personnes enquêtées une grande latitude pour exprimer leurs points de vue. L'objectif de ces enquêtes est d'explorer la diversité des points de vue, de comprendre les logiques d'action, sans prétendre à une représentativité statistique.

2. RESULTATS

2.1. DES ELEVEURS CONSCIENTS DES ENJEUX DE L'HERBE MAIS PORTEURS DE NOMBREUX FREINS

2.1.1. Des atouts nombreux avant tout économiques

Que ce soit pour les éleveurs peu herbagers du Grand Ouest (25/42) ou pour les éleveurs herbagers rencontrés dans les réunions du projet Praicos, l'herbe apparaît comme l'aliment économe par excellence et ce d'autant plus qu'elle est pâturée. De même, les éleveurs, y compris les éleveurs peu herbagers, y voient une clé d'amélioration de l'autonomie de leurs exploitations et un levier pour réduire les coûts de production. Les prairies sont également perçues comme le gage de pratiques favorables à l'environnement avec un accent particulier mis sur la préservation des sols (moindre érosion, fertilité) et sur la qualité de l'eau, en particulier pour les éleveurs déjà adeptes.

Par contre, les aspects liés au stockage de carbone n'ont jamais été évoqués et la préservation de la biodiversité n'est que très peu mentionnée. Les atouts en termes de santé et bien-être des animaux sont cités par un éleveur sur deux dans le Grand Ouest, tandis que les éleveurs très herbagers rencontrés pour PRAICOS y voient l'aliment par excellence des troupeaux de ruminants, naturellement équilibré et sain.

Tableau 1 : Bref descriptif du dispositif d'enquêtes

Dispositif	Types d'enquêtes	Effectifs et zones d'enquêtes
RMT Prairie et CASDAR PRAICOS Enquêtes éleveurs	Entretiens <u>collectifs</u> semi directifs portant sur la vision de l'herbe, les modes de gestion des prairies, les pratiques des éleveurs, les avis et attentes en matière d'information et de conseil autour des prairies	13 entretiens collectifs conduits auprès de 85 éleveurs herbagers (en moyenne 93 % herbe dans la SFP) sur toute la France 2/3 d'éleveurs de bovins lait, le reste en bovins viande, ovins viande et ovins lait. Des entretiens répartis sur tout le territoire
CASDAR PRAIFAC E Enquêtes éleveurs	Entretiens <u>individuels</u> semi directifs Questionnement axé sur l'histoire de l'exploitation, les objectifs de l'éleveur, la vision et les pratiques autour de l'herbe, les freins et motivations pour augmenter la part d'herbe et de pâturage dans le système fourrager	42 enquêtes dans des élevages du Grand Ouest peu herbagers (28 en élevages bovin lait, 8 en bovins viande, 5 en caprin et 1 en ovin ; en moyenne 67 % d'herbe dans la SFP) réparties entre une douzaine de conseillers animateurs de groupes Herbe au sein du RAD
CASDAR PRAICOS Enquêtes conseillers	Entretiens <u>collectifs</u> abordant successivement : - les outils locaux et l'offre du conseil prairies - les attentes des éleveurs selon les conseillers - les perceptions et attentes autour du métier de conseiller Herbe	5 entretiens collectifs répartis dans les principales zones herbagères avec une cinquantaine de techniciens d'organismes de développement désignés à dire d'expert comme conseillers reconnus sur l'herbe 34 appartiennent à des Chambres d'Agriculture et 12 à des organismes de contrôles de performances. Les autres sont liés à des CIVAM, groupes BIO ou autres structures

Chez les éleveurs très herbagers, rencontrés il est vrai dans des régions où les démarches Qualité appuyées sur l'image d'un élevage à l'herbe sont nombreuses (Aveyron, Auvergne, Franche Comté, Normandie ...), la prairie est également très fortement associée à l'identité régionale, à une image positive pour le consommateur et à une qualité spécifique des produits ; cela reste vrai dans l'Ouest mais peu d'éleveurs le soulignent. Quant aux aspects travail, ils partagent les éleveurs, avec des éleveurs herbagers pour qui la pâture représente un allègement appréciable de l'astreinte liée aux soins des animaux (« *Les vaches font le travail toutes seules !* ») et une certaine souplesse d'organisation (cité dans 10 des 13 réunions éleveurs) ; d'autres en revanche qui pointent la lourdeur des changements de parcelles et de l'entretien des clôtures ; tandis que l'atout travail n'est mis en avant que par un quart des éleveurs peu herbagers du Grand Ouest (qui aujourd'hui, de fait, font peu pâturer). Alors, pourquoi l'herbe fait-elle encore si peu recette ?

2.1.2. Complexité, insécurité, défaut de productivité : le trio de tête des difficultés

Si les éleveurs associent de nombreux atouts à l'herbe, ils énoncent également différents facteurs limitants qui correspondent à la réalité objective de leur exploitation (limites structurelles) ou relèvent de leur ressenti.

Ainsi, la complexité constitue le maître mot associé à l'herbe par les deux populations d'éleveurs que nous avons rencontrées : c'est le point noir pour les éleveurs herbagers de 8 des 13 réunions et pour près d'un quart des éleveurs non herbagers rencontrés individuellement. Derrière cette notion, les éleveurs mettent tout aussi bien la culture de l'herbe (pour obtenir un fourrage de qualité, pour maintenir une flore diversifiée, pour conserver des prairies productives et exploiter au mieux le potentiel des prairies en combinant fauche et pâturage), la conduite du pâturage qui nécessite un suivi régulier et des prises de décisions fréquentes et la conduite du troupeau avec un système fourrager où l'herbe domine (gérer l'alimentation du troupeau avec des quantités et qualités très variables entre parcelles, au cours de l'année, selon les campagnes). (« *Faut toujours s'adapter, c'est lourd.* ») « *Pas facile à maîtriser la conduite de l'herbe, quand on veut vraiment cultiver l'herbe. Pour celui qui la cueille, bon c'est facile, pour celui qui veut la cultiver c'est déjà moins simple* » (deux éleveurs herbagers).

Le sentiment d'insécurité apparaît comme une constante quand on parle d'herbe et cela chez tous les éleveurs que nous avons rencontrés. Pour les éleveurs peu herbagers du Grand Ouest, les surfaces en herbe sont jugées insuffisam-

ment productives (17/42) d'où leur choix d'un système basé sur le maïs et les stocks (14/42), moins stressant. Chez les éleveurs herbagers, l'insécurité est également très présente dans les discours et se situe à de multiples niveaux : difficulté à récolter un foin de qualité, risques pour les stocks et la pâture en cas d'aléa climatique (notamment en Centre Ouest et dans le Sud Ouest), maîtrise délicate de la pousse de l'herbe qui oblige à remettre en cause régulièrement ses choix tactiques et à accepter de se voir régulièrement débordé au printemps (« *On ne peut pas maîtriser l'herbe... Avec la météo ça va du simple au double qu'un maïs malgré tout moi tous les ans je fais le même !* » « *L'herbe, c'est un éternel combat* »).

Enfin, pour une partie des éleveurs laitiers, nourrir à l'herbe nécessite de tolérer des à coup dans la production ce que tous ne sont pas prêts à faire.

Des résultats très similaires avaient été mis en évidence dans des enquêtes conduites en Normandie auprès d'un panel diversifié d'éleveurs (J. J. Beauchamp, 2008).

2.1.3 Des attentes d'accompagnement contrastées

La segmentation des deux populations d'éleveurs enquêtés se retrouve assez naturellement lorsqu'on interroge les éleveurs sur leurs pratiques et leurs attentes en termes d'information et de conseil sur l'herbe. Ainsi, les éleveurs peu herbagers du Grand Ouest disent peu parler de l'herbe avec les collègues (24/42) et près d'un tiers des éleveurs enquêtés disent ne pas s'intéresser à ce sujet (« *on est vite informé vu qu'on travaille toujours pareil* »). Les sources d'information mobilisées par les autres éleveurs sont essentiellement les conseillers du contrôle de performances (« *pas toujours assez calés sur l'herbe et notamment le pâturage* »), les collègues éleveurs, les salons et les bulletins techniques qui les satisfont assez bien. A l'inverse, les éleveurs herbagers vus en entretiens collectifs sont très à l'affût d'informations sur l'herbe et sa conduite et plutôt insatisfaits de l'offre actuelle (dans 7 des 13 réunions). Comme leurs collègues peu herbagers, la presse est le premier support, suivi de près par les discussions entre éleveurs et enfin les conseillers des contrôles de performances ou des Chambres d'Agriculture et parfois des GDA et CIVAM. Les bulletins et articles proposant régulièrement des informations sur la pousse de l'herbe où les sommes de températures sont particulièrement appréciés pour leur aide au pilotage des prairies. Souvent porteurs de questions très précises, les éleveurs herbagers jugent les agents des Chambres plutôt compétents sur l'herbe mais trop peu présents sur le terrain et parfois trop normatifs dans leurs approches. Tout comme leurs collègues peu herbagers, ils

plébiscitent les échanges entre éleveurs (« *En groupe d'éleveurs, on s'auto-conseille* », « *on se retrouve en bout de champs, les pieds dans l'herbe* »). Les thèmes sur lesquels ils sont les plus demandeurs ont trait au choix des espèces, aux références technico-économiques et aux techniques d'entretien et de rénovation des prairies. La recherche d'information sur Internet n'est pas citée tandis que les agents des entreprises d'approvisionnement sont fréquemment évoqués comme des interlocuteurs avec lesquels on discute « *mais sans toujours pouvoir faire confiance* ».

Ces constats sont ils en phase avec ce qu'en perçoivent les conseillers ? Les outils et offres de service des organismes du développement sont ils à même de répondre aux attentes ? C'est ce que nous allons maintenant aborder.

3. DES CONSEILLERS PASSIONNES MAIS UN CONTEXTE INSUFFISAMMENT « AIDANT »

3.1 DES OUTILS NOMBREUX POUR LE CONSEIL INDIVIDUEL

Les 8 voyages d'étude organisés dans le cadre du RMT Prairies (J.C. Moreau 2011) et nos 5 entretiens auprès des conseillers des principales zones d'élevage herbager nous ont permis de constater la grande diversité des outils formalisés disponibles aujourd'hui pour le conseil « prairies », mais aussi souvent leur caractère novateur.

La plupart sont librement accessibles à tous les organismes, sous réserve le plus souvent d'adaptations plus ou moins lourdes pour les rendre opérationnels dans de nouveaux contextes. Sans être exhaustif, à titre d'exemple...

- En Bretagne on trouve les pionniers des outils informatiques d'aide au pilotage du pâturage (Herb'Avenir).
- Aux avant-postes par rapport à la gestion des aléas, nos collègues pastoralistes du Sud de la France ont mis au point l'Analyse Fonctionnelle du Système d'Alimentation
- En Normandie, les concepts du marketing ont été utilisés pour la mise en place d'une offre concertée de services de conseil autour de la prairie.
- En Limousin, un réseau de fermes pilotes original par sa double fonction de lieu de formation des techniciens et de création de connaissances sur la prairie a été développé
- En Auvergne, une typologie des prairies permettant de soutenir un diagnostic multifonctionnel de leur utilisation a été conçue
- Le Sud-Ouest a vu naître le « rami fourrager », un jeu de plateau permettant une animation collective et prospective autour des possibilités d'évolution d'un système fourrager
- Dans plusieurs régions, des observatoires de la pousse de l'herbe et des systèmes d'information fondés sur les sommes de température fournissent des repères appréciés pour un pilotage plus fin des prairies

Une multitude d'outils personnels mis au point par les techniciens eux-mêmes (grilles de calcul de bilan fourrager, de chargement ...) s'ajoutent à ces démarches portées par des collectifs associant le plus souvent Recherche et Développement.

A-t-on pour autant atteint une situation optimale ? Rien n'est moins sûr car pour certains techniciens, cette offre diversifiée paraît embrouillée tandis que d'autres disent toujours manquer de choix dans leur secteur (notamment dans le Sud Ouest ou en Franche Comté). Des différences marquées subsistent entre régions et même entre départements d'une même région car les outils élaborés sur une zone ne sont pas forcément mobilisables partout et mettent parfois du temps à essaimer loin de leur région de conception (par exemple, les outils Herb'Avenir et Herb' Evol créés par Agro-Transfert Bretagne sont en cours d'adaptation pour la Franche Comté et Rhône Alpes). De plus une certaine concurrence entre organismes semble limiter le partage des savoirs et des ressources (cité dans 3 réunions sur 5).

Par ailleurs, ces outils sont tous destinés à des interventions d'experts dans un contexte de conseil individuel alors que la demande des éleveurs porte aussi sur des travaux en groupes et de l'échange à propos des pratiques.

Enfin, et c'est l'écueil majeur au dire des conseillers (évoqué fortement dans 4 des 5 réunions), la difficulté consiste avant tout à faire émerger une demande d'appui et donc l'envie d'une meilleure valorisation de l'herbe, y compris, voire surtout, dans les régions de tradition herbagère où il faut tout à la fois réussir à briser une certaine routine chez les éleveurs et se dégager de l'emprise des normes locales.

3.2 DES CONSEILLERS TRES INVESTIS MAIS QUI SE SENTENT ISOLEES ET PARFOIS FRAGILES DANS LEUR ACTIVITE

Le vif intérêt des conseillers rencontrés vis à vis de l'herbe est particulièrement frappant, d'autant plus que ce sujet représente parfois une part très marginale de leur activité. Les enjeux techniques et sociétaux portés par les surfaces en herbe en font un thème de travail spécialement porteur de sens (« *enrichissant et gratifiant* »). De même, les conseillers se disent valorisés par la complexité du sujet mêlant approche globale et connaissances d'experts, domaine végétal et domaine animal, dans une activité « *qui ne se prête pas à la routine* » et permet de faire du terrain. Toutefois, ces éléments sont également évoqués pour leur facette négative par la plupart des agents interrogés. Le conseil sur l'herbe est ainsi perçu comme plutôt difficile au plan technique et insécurisant du fait du caractère aléatoire de ses retombées dans les exploitations et de la difficulté fréquente à chiffrer l'intérêt économique du « plus d'herbe ». L'aléa climatique qui vient perturber la réalisation des objectifs vus avec l'éleveur met fréquemment le conseiller en porte à faux. Pour certains conseillers, qui conçoivent leur approche comme une aide à la décision et au pilotage tactique incluant l'aléa, cela n'est pas un problème. Mais tous ne se sentent pas très familiers avec cette approche. Enfin, dans certaines zones, travailler sur l'herbe expose à une certaine solitude parce que le thème est marginal et/ou parce qu'il n'y a pas de fonctionnement en réseau des techniciens et/ou une concurrence forte entre organismes. Dans le premier cas, les conseillers rencontrés ont alors déclaré se sentir peu reconnus et soutenus par leurs collègues (qui les jugent trop « écolo », pas assez généralistes) et par leurs structures (temps fléché sur la prairie insuffisant, affichage réduit de l'offre de services, priorité donnée à l'augmentation des volumes jugée peu compatible avec le développement du pâturage) (« *par rapport au conseil sur les cultures, le conseil prairie c'est moins sérieux, moins indispensable* »...). Enfin, la difficulté à mobiliser les éleveurs sur l'herbe (y compris pour monter les groupes « herbe » que les éleveurs appellent de leurs vœux) génère pas mal de déception (« *on intervient surtout en pompier* ») et peut aussi contribuer à fragiliser les postes dans un contexte où le conseil doit devenir payant.

3.3 UN PARCOURS DIFFICILE POUR LES CONSEILLERS DEBUTANTS

Les difficultés semblent particulièrement marquées pour les jeunes conseillers. Tout comme leurs aînés, ils soulignent la complexité et la durée importante de l'apprentissage du métier « *qui nécessite de la bouteille pour combiner expertise et approche transversale* », « *qui se fait souvent sur le tas* », sans possibilité de se former localement « *quand on n'est pas dans l'Ouest* ». Un conseiller breton estime ainsi « *qu'il faut 2 à 3 ans pour qu'un jeune conseiller soit au point sur les fourrages, alors que pour les aspects rationnement, 6 mois suffisent !* ». Pour certains agents, cette situation est à relier avec la place trop modeste attribuée à l'herbe dans l'enseignement agricole ; ce que mettaient aussi en évidence des travaux d'enquêtes conduits auprès du corps enseignant (Projet Laitop, Le Guen 2011, et enquêtes 2011 du RAD auprès des enseignants). Enfin, lorsque les outils formalisés ou les références locales sont clairsemés (région Midi-Pyrénées) le début de carrière est d'autant plus délicat.

3.4 PROJETS PRAICOS ET PRAIFACE : DES REPONSES ADAPTEES, CONSTRUITES AVEC LES ACTEURS DE TERRAIN

Faciliter le travail des conseillers en leur offrant des formations dédiées et des outils livrés « clé en main » avec une aide au choix de la démarche à utiliser constitue l'enjeu principal du projet de recherche PRAICOS. Le recensement des outils disponibles a été organisé en 2011 et un travail de co-construction d'outils « Best of » appuyé sur les enquêtes auprès des éleveurs a été achevé en début d'année 2012. Les démarches et outils issus de cette phase initiale vont être testés en 2012 et 2013 puis évalués et finalisés. Ils couvrent 5 types de projets, parfois combinés :

- Développement de l'autonomie fourragère et alimentaire
- Accompagnement d'importants changements de systèmes fourragers (AOP, AB ...)
- Sécurisation du système fourrager face aux aléas climatiques et aux bio-agresseurs
- Optimiser le potentiel productif (quantité et qualité)
- Gestion du parcellaire d'un point de vue du foncier (agrandissement, remembrement ...) et des aménagements.

De même, le projet PRAIFACE dont l'échéance est également prévue fin 2013 devrait contribuer à mieux comprendre les déterminants d'une évolution vers des systèmes plus herbagers et plus pâturants, avec en année 2012 des enquêtes auprès d'éleveurs ayant augmenté notablement la part d'herbe pâturée dans leur système.

De nouveaux argumentaires en faveur de l'herbe seront également produits dans ces deux projets et tous ces éléments pourront conforter l'élan vers l'herbe... si les moyens humains, financiers et organisationnels sont réunis dans les régions.

4. DISCUSSION

Ces résultats, dont on peut dire qu'ils sont en demie-teinte pour la prairie (des atouts reconnus notamment économiques / une image quelque peu rébarbative et des freins techniques qui restent forts) ont sans doute été impactés par les sécheresses des années 2009, 2010 et 2011. Toutefois, de nombreuses études ont auparavant mis en évidence les mêmes types de freins et motivations chez les éleveurs.

Notre dispositif, hérité du mariage de deux projets de recherche disjoints mais conduits en concertation, pêche par la restriction des enquêtes individuelles aux seuls éleveurs peu herbagers du Grand Ouest. Toutefois, compte tenu des conditions pédoclimatiques favorables et de la force de frappe du Développement agricole dans cette région, on peut imaginer que les freins mis en évidence sont d'autant plus forts sur le reste du territoire.

Plusieurs paradoxes peuvent être soulignés dans nos résultats. Le premier concerne les éleveurs qui se disent en attente de temps d'échanges alors que les conseillers déclarent peiner à mettre en place ou faire durer des groupes d'échanges ciblés sur l'herbe. Sans doute faut-il y voir l'affirmation d'une attente de conseil moins prescriptif, l'envie d'une reconnaissance entre pairs et des besoins de réassurance au quotidien qui malheureusement s'accordent difficilement avec le temps compté des éleveurs comme des conseillers, lesquels ne sont pas forcément à l'aise avec ce rôle de médiateur / animateur. Le second porte sur les conseillers qui se disent gratifiés par la technicité du sujet, la combinaison expertise / approche globale et les enjeux forts qui s'y rattachent mais qui, dans le même temps, se sentent insécurisés par cette complexité et insuffisamment reconnus dans leurs compétences. Sans doute cela plaide-t-il pour un renforcement des moyens qui leur sont alloués et notamment du temps pour se former et mieux appréhender la gestion du risque dans le conseil. Ce paradoxe, fait de crainte vis-à-vis de la complexité et de fierté de la maîtriser, existe aussi chez

les éleveurs herbagers.

Le malaise ressenti par les conseillers sur leur manque de moyens n'a pas été étayé par une étude précise des effectifs dédiés au conseil « Prairies » dans les organismes de développement. Toutefois, d'après leur déclaration, certains agents (pourtant présentés comme des experts locaux du conseil « Prairies ») n'ont qu'un faible pourcentage de leur activité sur cette thématique et des réseaux d'échange entre techniciens qui fonctionnaient par le passé (Midi Pyrénées) sont aujourd'hui bel et bien inactivés. D'autre part, les éleveurs ont corroboré le manque de soutien accordé à l'herbe en pointant la faible disponibilité des spécialistes et notamment des agronomes des Chambres d'Agriculture.

Enfin, notre travail avec les conseillers s'est surtout focalisé sur les outils et les services et, sans doute trop peu penché sur les dispositifs de conseil et les parcours proposés aux éleveurs. Or ils comptent parfois plus que les outils pour faire émerger des demandes en organisant le travail en étapes successives : sensibilisation, amorce d'intérêt, puis phase de conseil en collectif ou en individuel. Sur la base des propos des conseillers, nous avons le sentiment que les offres de services sont souvent éclatées, sans notion de parcours construit, ni stratégie au niveau d'un territoire (sauf en Bretagne avec des Contrôles Laitiers qui segmentent leur offre de services et spécialisent leurs agents).

C'est donc aussi l'organisation des services dédiés à l'herbe qu'il faudra revoir dans de nombreuses régions pour construire une offre plus lisible et visible pour les éleveurs, avec des collaborations entre organismes plus intenses (notamment en articulant Contrôle de performances et Chambre d'Agriculture). Un affichage professionnel plus convaincant des enjeux liés à l'herbe et des moyens dédiés plus conséquents sont également requis ...

CONCLUSION

La réticence d'une forte part des éleveurs vis à vis de l'herbe n'est pas nouvelle et on n'effacera pas facilement des décennies de conseil où le maïs et la production par vache constituaient la voie royale pour des « élevages de pointe ».

Même si l'herbe trouve aujourd'hui une certaine légitimité par ses atouts économiques et environnementaux, il reste à convaincre beaucoup d'éleveurs, parfois leurs conseillers et de nombreux responsables professionnels en charge du Développement agricole qu'elle constitue une ressource sur laquelle on peut compter, qu'on peut améliorer et sécuriser pour un élevage plus durable. Le renouveau en cours des outils pour le conseil et la formation devrait faciliter la tâche aux jeunes conseillers et à leurs collègues plus aguerris. Toutefois, un fort soutien politique et financier de même que des démarches concertées paraissent également indispensables.

La recherche ne doit pas non plus relâcher ses efforts pour proposer des espèces plus productives et plus résistantes aux sécheresses printanières et estivales, pour produire des références et des outils de simulation essentiels à l'accompagnement du changement et à la gestion de l'aléa...

Peyraud J.L., Dupraz P., Samson E., Le Gall A., Delaby L., 2010, Renc Rech Ruminants, 17, 17-24

Le Rohellec C., Lusson J.M., 2012, Freins et leviers au développement de l'herbe dans les exploitations agricoles de l'Ouest, Réseau agriculture durable des Civam, 96 p

Blanchet A., Gotman A., 1992, L'enquête et ses méthodes : l'entretien, Ed Nathan Université, 128 p

Moreau J.C., 2011, Les agriculteurs et la conduite des prairies : le RMT évalue les outils et services proposés, collection Résultats, 70 p

Beauchamp J.J. et al, 2008, La prairie vue par les éleveurs normands, 10 p

Le Guen R. 2011, conférence Laitop au SPACE